

par **Dominique Quinio**

Des pauvres plus pauvres

L'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) a publié une étude sur les revenus des Français en 2009

P. 4

Avant même toute étude statistique, les associations qui accueillent les plus démunis en avaient fait le constat. La dureté des temps économiques se traduit par une fragilisation accrue des plus pauvres : de plus en plus de jeunes, des femmes seules avec enfants, des tra-

vailleurs précaires frappent à leur porte. L'enquête de l'Insee, rendue publique hier, analyse l'impact de la crise en 2009 (dans les premiers mois de la tourmente financière) sur le revenu des Français : elle ne montre pas un bouleversement spectaculaire, elle note même un léger accroissement du revenu médian, mais cette augmentation se vérifie dans la moitié de la population située au-dessus de cette médiane, tandis que l'autre moitié, et plus particulièrement les 10 % les plus pauvres, voit son niveau de vie baisser.

De cette photographie de 2009 peuvent déjà se tirer deux leçons : le chômage est la principale cause de l'augmentation du nombre des personnes en difficulté ; les enquêtes des années suivantes risquent donc de confirmer la tendance. D'autre part, elle met en lumière le rôle que jouent les « amortisseurs » du système social français – RSA, allocations de chômage, allocation de rentrée scolaire, etc. – pour tempérer les effets de la crise

sur les plus fragiles. L'occasion de rappeler (au-delà des éventuelles fraudes, qu'il faut bien évidemment combattre) que ces filets de sécurité sont particulièrement nécessaires dans les périodes de grand vent.

Voilà un argument supplémentaire en faveur d'une sérieuse remise à plat de certains avantages fiscaux : l'argent ainsi récupéré pourrait permettre de diminuer la dette de l'État mais aussi de continuer à soutenir ceux qui ont besoin de la solidarité nationale pour survivre. D'autant que les aides ainsi distribuées se retrouvent dans les circuits de consommation (et non pas en épargne comme pour les plus aisés). Cette étude le rappelle à point nommé : derrière le débat des déficits publics, loin de l'abri des « niches », à mille lieues des salles de marchés et des tourments bancaires, il y a des femmes et des hommes : en France, ils sont ainsi plus de 4 millions à devoir se loger, se nourrir, se soigner avec 770 € par mois.